#### Le Baromètre des Territoires

# FRANCE DÉSEMPARÉE EN QUÊTE DE TRANQUILLITÉ

JANVIER 2025









#### POURQUOI LE BAROMÈTRE DES TERRITOIRES ?

Elabe publie la 3ème édition du Baromètre des Territoires, en partenariat avec l'Institut Montaigne et SNCF. Réalisée auprès de 10 000 personnes dans les 12 régions métropolitaines, cette étude part du quotidien des femmes et des hommes qui vivent en France, pour mieux comprendre ce qui construit leurs opinions, motive leur vote ou leur abstention, produit colère, espoir, joie, partage, repli ou lassitude.

Le Baromètre des Territoires explore sans tabou ni a priori tous les aspects de la vie quotidienne: pouvoir d'achat, santé, sécurité, événements climatiques extrêmes, logement, éducation, travail, mobilité, rapport à l'information et à leurs élus, leurs voisins, à l'« étranger », tracas et peurs existentielles, petites aspirations et grands rêves, ...

Après « La France en morceaux » pendant les « gilets jaunes » (1er semestre 2019), et « Une France convalescente, une France du proche » en sortie de Covid (2nd semestre 2021), cette 3ème édition s'attache à comprendre comment les Français et les territoires dans lesquels ils vivent s'adaptent à l'empilement des crises sociale, écologique et politique. Perte de repères, nouveaux risques, nouveaux interdits, nouvelles opportunités, à quel horizon les Français aspirent-ils?

« J'espère que mes réponses serviront, car j'ai le sentiment que les citoyens français ne sont jamais entendus »

# 10 000 répondants, 10 000 récits de vie, qui reflètent la diversité de la France

- Hommes et femmes
- De tous les âges
- Cadres, professions intermédiaires, ouvriers, employés, étudiants, retraités, inactifs
- De tous les niveaux de vie
- De tous niveaux de diplôme
- De toutes les sensibilités politiques (y compris abstentionnistes)
- Dans le rural, le péri-urbain et les grandes agglomérations
- Dans toutes les régions de France métropolitaine (hors Corse)
- Dans tous les départements
- Dans toutes les circonscriptions métropolitaines (hors Corse)
- Dans les communes du littoral, de montagne, dans les zones exposées aux risques climatiques
- Dans les déserts médicaux et dans les zones mieux dotées
- Dans les communes connectées au TGV et celles éloignées
- Dans les zones dynamiques, celles en cours de revitalisation et dans la diagonale du vide
- Dans les zones QPV et non-QPV

Interrogés par internet, du 9 octobre au 5 novembre 2024 800 individus interrogés en région Occitanie



1 : 1ère région 2 : 2ème région 3 : 3ème région

(+8 vs. moy région): +8 points par rapport à l'ensemble des habitants de la région





# **OCCITANIE**



LE BAROMÈTRE **DES TERRITOIRES** 







Récit des enseignements régionaux	slides 5 à 27
Spécificités régionales	slides 28 à 29
Synthèse régionale	slides 30 à 37











### Spectre du déclassement et climat d'insécurité pèsent sur le quotidien en Occitanie



**55%** 

exposés et vulnérables au risque de devoir changer de façon de vivre à cause d'une baisse de pouvoir d'achat

**52%** 

redoutent d'avoir du mal à boucler leurs fins de mois

**45%** professions intermédiaires **57%** employés, ouvriers

33%

ont des difficultés à régler leurs dépenses contraintes (loyer/emprunt, énergie, téléphone, internet, transport)

sont régulièrement à découvert (le 16 du mois en moyenne)



**68%** 

ont été victimes d'incivilités

Les trafics de droques perturbent la tranquillité de mon quartier

51% femmes

**47% 52%** zones QPV **44%** non-QPV

exposés et vulnérables au risque d'agression physique 55%

des parents ont peur que leurs **enfants** soient victimes de harcèlement

**56%** on vit chacun de notre côté 40%

on vit les uns contre les autres

on est un collectif uni

1 +4 pts vs reste de la France

**27%** Il y a trop d'immigrés là où je vis

23% Il y a des communautés (religieuses, identitaires, idéologiques) qui forment des groupes très fermés





# Dangers climatiques et insécurité sanitaire fragilisent les projets de vie



51%

exposés et vulnérables aux conditions de vie de plus en plus rudes à cause du changement climatique

50% plus modestes 43% plus aisés

48% L'endroit où je vis est exposé aux catastrophes naturelles

65% Gard 64% Pyrénées-Orientales

{2}+11 pts vs. reste de la France

Les paysages changent à cause du dérèglement climatique

67% Lozère 58% Pyrénées-Orientales

L'endroit où je vis n'est pas prêt pour faire face aux conséquences du changement

Le changement climatique menace l'activité économique de ma région

{2}+10 pts vs. reste de la France



craignent de tomber malade à cause des pollutions

47% femmes 38% hommes 50% grandes agglos 43% rural

ont le sentiment de vivre dans un environnement pollué

54% Toulouse 42% Montpellier

exposés et vulnérables à des problèmes de santé mentale (stress, dépression, anxiété)

73% 18-24 ans



d'avoir des difficultés à se soigner par manque de soignants (44%) ou pour raisons financières (42%)



**39%** 

de devenir aidant







# Dans une France que l'on aime, mais dont l'identité est perçue comme menacée





86%

grand pays de **culture** 



le plus beau pays du monde



sont attachés à leur région Occitanie



82%

Il fait **bon vivre** dans mon quartier, dans ma commune



63%

Là où je vis, il y a de l'entraide entre les gens



+5 pts par rapport à la



70% estiment que l'identité de la France est

menacée



60% ENSEMBLE 47% NFP







# Mais devenue un colosse aux pieds d'argile, impuissante à maîtriser son destin





La France est en déclin

(+8/2021) La société est

injuste

80% plus modestes

(2)+4 pts

**54%** A perdu sa puissance économique

**59%** C'est difficile d'entreprendre en France

45% Le modèle social est en panne

**61%** plus modestes

ont le sentiment de **davantage contribuer** au système qu'ils n'en bénéficient

**72%** le système éducatif ne fonctionne plus

**52%** la voix de la France ne compte pas dans le monde

Des élus qui n'ont plus le pouvoir d'agir pour changer la vie des gens





Ils n'ont pas le pouvoir d'agir...

**48**%

45%

Le président de la République

Mon maire

#### Des figures d'autorité qu'on juge souvent contestées

"J'observe dans ma vie au quotidien que leur autorité et leur parole ne sont pas toujours voire jamais respectées"





84%

**78**%

Enseignants

Policiers

#### Qui a encore le pouvoir d'agir?





**59%**Scientifiques

**51%** Entreprises











# Non, nous ne sommes pas des "gaulois réfractaires"

# 80%

# des habitants d'Occitanie sont **prêts aux changements**

"Je vis bien le changement, à partir du moment où c'est moi qui l'ai choisi"

"Le changement me stimule, j'aime ça, je cherche souvent le changement dans ma vie ou je m'y adapte quand il ne vient pas de moi"



**78%** 18-24 ans **79%** 25-34 ans **82%** 35-49 ans **81%** 50-64 ans **81%** 65 ans +



**75%** ruraux **84%** urbains



**76%** Bac ou moins **90%** Bac+5 et plus



**89%** Cadres **81%** Professions intermédiaires **75%** Employés et



**86%** Ensemble **85%** NFP **78%** RN **69%** LR







# Mais nous sommes inégaux dans la capacité à s'adapter



**54%**des plus diplômés

**34%** 

des moins diplômés

savent diagnostiquer leur impact environnemental



**54%** 

VS

**37**%

des - 35 ans des 50 ans +

récupèrent des paniers anti-gaspi dans les enseignes alimentaires



80%
des plus modestes

VS

**51%** 

des **plus aisés** 

sont freinés par manque de moyens financiers (mobilité, rénovation, etc.)



70%

VS

**43%**des **ruraux** 

peuvent privilégier le train à la voiture quand ils le souhaitent







### "Pouvoir de vivre": une adaptation contrainte pour "freiner la chute"



#### Des renoncements communs



**79%** 

réduisent les dépenses non essentielles pour préserver les achats essentiels



83%

attendent les bons plans et les promos avant d'acheter



61%

réduisent ou renoncent à certains déplacements

59%

62%

61%



71%

font des économies sur les dépenses du quotidien, pour continuer de se

faire plaisir (achats, sorties, vacances)

70%



**69%** cadres 79% prof. inter 85% employés, ouvriers 75% 88% 84%

**72**% 72%

#### Pour les plus modestes, l'antichambre de la précarité



40%

des plus modestes restreignent les activités extrascolaires ou cours de soutien de leurs enfants



**52%** 

demandent une aide financière à leurs proches



**32%** 

ont recours aux aides alimentaires







# Adaptation climatique : pas un engagement, un besoin de protection

Adapter son mode de vie pour diminuer son impact environnemental...

#### 46% des habitants d'Occitanie

sont convaincus qu'ils ont plus à gagner qu'à y perdre

**31% autant 23%** plus à perdre

29%

Une **évidence, normal**, ça fait désormais partie de ma facon de vivre

8%

Une **galère**, je n'y arrive pas, ce n'est pas pour moi 53%

Parfois une contrainte, parfois des difficultés, mais j'essaie, je pense qu'il faut prendre ce chemin

10%

Ce n'est **pas mon problème**, je ne me sens
pas concerné, ne me pose
pas la question

80%

# estiment avoir changé ou être en train de changer tout ce qui peut l'être

dans tous les aspects de leur vie (déplacement, logement, alimentation, loisirs)



78% 18-24 ar 83% 65 ans 77% Cadres 84% Professions intermédiaires 78% Employés et ouvriers 86% NFP 86% Ensemble 76% LR 77% RN







# Mais une adaptation empêchée, entravée

#### Une adaptation à l'aveugle, sans mode d'emploi, sans moyens



ne savent **pas diagnostiquer leur impact** (habitudes et aspects de sa vie qui émettent le plus de CO2)

il est **trop compliqué** de savoir « **ce qu'il faut faire** » (informations contradictoires, complexes, pas claires)

69% il n'y a parfois aucune solution

freinés par manque de moyens financiers (mobilité, rénovation, etc.)

# Dans un territoire qui lui-même ne s'adapte pas

Les services publics de l'eau et l' énergie pour consommer moins ou émettre moins de GES

Les villes au risque de canicule

Les zones constructibles au **risque de CATNAT**  La **mobilité** (offre de transport en commun, pistes cyclables, ferroviaire, lien entre territoires)









31%

16%

21%

Les élus locaux...

Je **ne sais pas** vraiment

- 15 -

ce au'ils font

prennent <b>les bonnes</b> <b>décisions</b>	22%	22%	23%
ne font <b>pas grand-chose</b> ou <b>rien du tout</b>	34%	36%	28%
<b>font des erreurs</b> , certaines des décisions augmentent les risques	14%	15%	19%







# Terreau de colère, d'injustices sociales et territoriales

44% c'est injuste

(2)+4 pts vs le reste de la France

quand on a envie de tenir compte de son impact sur l'environnement, on devrait pouvoir le faire, on ne devrait pas être empêché à cause de ses moyens financiers ou de l'endroit où l'on vit





41% communes rurales 43% grandes agglos

33% plus aisés

25% ça me met en colère

qu'on ne me demande pas de changer ma façon de vivre sans me donner les moyens de le faire



30% communes rurales 21% grandes agglos

44% plus modestes 20% plus aisés







# **Typologie - 5 trajectoires d'adaptation**

Pour se protéger des crises, chacun prend le chemin qu'il estime être le bon pour s'adapter. Avec ses moyens, ses croyances, chacun essaye et trouve (ou pas) la manière qui lui convient, ou plutôt la seule qui est envisageable parfois.

Des 800 récits d'adaptation en Occitanie, il en ressort 5 grands schémas.

Les "empêchés"	21% 20%
Les "combatifs"	<b>15%</b> 18%
Les "précurseurs"	<b>25%</b> 20%
Les "déboussolés"	<b>21%</b> 21%
Les "désinvoltes"	18% 21%





# Les "empêchés"

21%



56% (+4 vs. moy région) sont des Femmes

> **56%** (+14) doivent se restreindre

voire emprunter

pour boucler leurs fins de mois

**42%** (+3) ont voté pour

aux Législatives 2024

**32%** (+6) sont

Employés ou ouvriers

#### Face à l'envolée des prix, changer drastiquement sa consommation pour "éviter la chute"



74% (+40)

achètent des quantités réduites

depuis le début de l'inflation



**72%** (+43)

attendent les bons plans et les promos avant d'acheter



86% (+47) renoncent à certains

produits trop chers



**42%** (+20) choisissent

la 2nde main plutôt que le neuf



**34%** (+14) récupèrent des paniers anti-gaspi

#### Adapter son mode de vie pour réduire son empreinte environnementale

77% (+11)

C'est compliqué, ce sont des contraintes mais je suis convaincu qu'il faut que j'adapte mon mode de vie

**86%** (+4) achètent des produits alimentaires en circuit court

88% (+4) réparent leurs équipements au lieu de les jeter

**80%** (+6) font attention à leur consommation de viande

#### Mais une adaptation empêchée, entravée

83% (+15) freinés par manque de moyens financiers

**84%** (+15) absence de solutions alternatives

74% (+12) compliqué de savoir ce qu'il faut faire



**54%** (+10)

c'est iniuste



**27%** (+2) ca me met

en colère





#### Les "combatifs"

15%



**46%** (+22 vs. moy région) ont

Moins de 35 ans

**38%** (+6) ont des

**Enfants dans le foyer** 

39% (+7) vivent dans des

Grands centres urbains

51% (+3) sont des

50% (+12) n'ont pas voté aux Législatives 2024

48% (+6) doivent se restreindre pour boucler leurs fins de mois

# Le "pouvoir de vivre", une préoccupation de tous les instants



**86%** (+16)

achètent des **quantités réduites** 



97% (+14)

attendent les bons plans et les promos avant d'acheter



demandent une aide financière à leurs proches



79% (+62) ont recours aux aides alimentaires



réduisent ou suppriment les activités extra-scolaires de

leurs enfants

# Quelles que soient les motivations, adopter de nouvelles manières de consommer

79% (+56) louent ce qui peut l'être au lieu d'acheter

98% (+35) achètent en 2nde main

87% (+41) récupèrent des paniers anti-gaspi

85% (+23) vendent les vêtements qu'ils n'utilisent plus

83% (+31) achètent en ressourcerie/recyclerie



**83%** (+22) réduisent ou renoncent à certains trajets

83% (+28)

choisissent le train plutôt que la voiture quand cela est possible

# Mais une adaptation à l'aveugle, sans mode d'emploi

**62%** (+16) difficile de savoir par où commencer

60% (+22) difficile de comprendre l'impact réel de ses gestes **47%** (+1) sont convaincus qu'ils ont plus à gagner qu'à y perdre

**32%** (+9) plus à perdre

**21%** (-10) autant





# Les "précurseurs"



61% (+9 vs. moy région) sont des

**Femmes** 

55% (+8) sont

Diplômés du supérieur

**42%** (+10) ont voté pour Le NFP

aux Législatives 2024

29% (+5) sont

Cadres ou professions intermédiaires

Profil économique dans la moyenne régionale

44% doivent se restreindre

**56%** n'y sont pas contraints pour boucler leurs fins de mois

#### Adapter sa consommation, une démarche de longue date



**53%** (+17)

achètent des quantités réduites

avant le début de l'inflation



**77%** (+23)

attendent les bons plans et les promos avant d'acheter



**73%** (+26)

renoncent à certains produits trop chers



94% (+12)

achètent des produit en circuit court



**75%** (+34)

choisissent la 2nde main plutôt que le neuf

#### Un mode de vie en accord avec la prise en compte de son empreinte environnementale

**68%** (+22)

sont convaincus qu'il v a plus à v gagner gu'à v perdre

**65%** (+22)

déclarent savoir diagnostiquer leur empreinte environnementale 73% (+12) réduisent ou renoncent à certains trajets

70% (+15) choisissent le train plutôt que la voiture quand cela est possible

**88%** (+14) font attention à leur consommation de viande

99% (+15) essaient de réparer plutôt que de jeter

#### Mais une adaptation empêchée, entravée

**78%** (+10) freinés par manque de moyens financiers

**76%** (+7) absence de solutions alternatives







#### Les "déboussolés"

21%

**71%** (+18 vs. moy région) ont

Plus de 50 ans

**34%** (+8) ont un

Niveau de diplôme inférieur au bac

**42%** (+3) ont voté pour

Le RN

aux Législatives 2024

51% (+3) sont des

23% (+4) vivent dans des espaces

Péri-urbains

Profil économique dans la moyenne régionale

**38%** doivent se restreindre **62%** n'y sont pas contraints pour boucler leurs fins de mois

# Le "pouvoir de vivre", préoccupation de longue date



**55%** (+19)

achètent des **quantités réduites** 

avant le début de l'inflation



**77%** (+23)

attendent les **bons plans** et les **promos** avant d'acheter



**75%** (+28)

renoncent à certains produits trop chers

# Adapter son mode de vie : le chemin convainc mais de nouvelles manières de consommer peu familières

64% (+11)

Parfois une contrainte, parfois des difficultés, mais j'essaie, je pense qu'il faut prendre ce chemin 71% (+34) n'achètent pas en 2nde main

**97%** (+20) ne louent pas plutôt que d'acheter

70% (+16) ne récupèrent pas de paniers anti-gaspi

77% (+29) n'achètent pas en ressourcerie/recyclerie

63% (+26) n'achètent pas en reconditionné

# Une adaptation sans mode d'emploi et entravée par de nombreux obstacles

71% (+14) peinent à diagnostiquer leur empreinte environnementale

**50%** (+12) difficile de comprendre l'impact réel de ses gestes

78% (+16) compliqué de savoir ce qu'il faut faire

**63%** (+17) difficile de savoir par où commencer

72% (+4) freinés par manque de moyens financiers

**40%** (+9) sont convaincus qu'ils ont autant à y perdre qu'à y gagner

**33%** (-13) plus à gagner qu'à y perdre

27% (+4) plus à perdre





### Les "désinvoltes"

18%



45% (+21 vs. moy région) ne doivent pas se restreindre et peuvent épargner

> **58%** (+10) sont des Hommes

**29%** (+6) sont des Cadres ou anciens cadres à la retraite

#### Une absence d'intérêt à adapter son mode de vie



**75%** (+45) n'achètent pas des

quantités réduites



**77%** (+56) ne réduisent pas les **dépenses non** essentielles



**79%** (+42) ne choisissent pas la 2nde main plutôt aue le neuf



**85%** (+46) ne réduisent ou renoncent pas à certains traiets



**55%** (+29) font peu attention à leur consommation de viande

Entre méconnaissance et doute, un changement de comportements frileux

**72%** (+15) déclarent ne pas savoir diagnostiquer leur empreinte environnementale

**41%** (+10) sont convaincus qu'ils ont autant à perdre qu'à y gagner

**29%** (-17) plus à gagner

**30%** (+7) plus à perdre

**31%** (+21)

n'ont entamé aucune démarche de changement dans leur fover et **ne comptent** pas s'y mettre

#### Des freins à l'adaptation limités

**28%** (-40) freinés par manque de moyens financiers

**38%** (-24) compliqué de savoir ce qu'il faut faire

**39%** (-30) absence de solutions alternatives









ELABE



# Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité

RETRAITES	SANTÉ	DÉPENDANCE	PERTE D'EMPLOI	GRANDE
« J'ai envie qu'on garde notre système de solidarité et.	••			PAUVRETÉ
91%	93%	92%	91%	86%
il y a des solutions pour le maintenir »				
61%	<b>68</b> %	<b>61%</b>	<b>52%</b>	45%
<b>41</b> % 18-24 ans <b>67</b> % 65 ans +	72% plus modestes 70% plus aisés	<b>44%</b> 18-24 ans <b>66%</b> 65 ans +		
<b>77%</b> NFP <b>62%</b> ENS <b>42%</b> LR <b>58%</b> RN <b>54%</b> ABS	<b>83</b> % NFP <b>74</b> % ENS <b>67</b> % LR <b>57</b> % RN <b>63</b> % ABS	<b>79%</b> NFP <b>70%</b> ENS <b>54%</b> LR <b>56%</b> RN <b>50%</b> ABS	<b>74%</b> NFP <b>56%</b> ENS <b>60%</b> LR <b>37%</b> RN <b>48%</b> ABS	<b>71%</b> NFP <b>41%</b> ENS <b>45%</b> LR <b>25%</b> RN <b>46%</b> ABS
il n'y a <b>plus les moyens en</b> <b>France pour le faire</b> »				
<b>30</b> %	25%	<b>31%</b>	<b>39%</b>	41%
<b>45</b> % 18-24 ans <b>28</b> % 65 ans +	20% plus modestes 24% plus aisés	<b>38%</b> 18-24 ans <b>28%</b> 65 ans +		
<b>20%</b> NFP <b>34%%</b> ENS <b>37%</b> LR <b>30%</b> RN <b>36%</b> ABS	15% NFP 23% ENS 25% LR 33% RN 25% ABS	18% NFP 26% ENS 26% LR 34% RN 40% ABS	<b>24%</b> NFP <b>41%</b> ENS <b>37%</b> LR <b>47%</b> RN <b>42%</b> ABS	<b>24</b> % NFP <b>49</b> % ENS <b>33</b> % LR <b>52</b> % RN <b>38</b> % ABS
« La <b>solidarité n'est pas</b> <b>souhaitable</b> , chacun doit financer sa propre protection»				
9%	<b>7</b> %	8%	9%	14%







### Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité



#### **CATASTROPHES NATURELLES**

« J'ai envie qu'on garde notre système de solidarité et...

92%

...il y a des solutions pour le maintenir »

55%

55% communes PPRN 44% non-PPRN

74% NFP 60% ENS 43% LR 43% RN 48% ABS

...il n'y a **plus les moyens en** France pour le faire »

37%

37% PPRN 52% non-PPRN

23% NFP 35% ENS 57% LR 47% RN 40% ABS

« La solidarité n'est pas souhaitable, chacun doit financer sa propre protection»

8%



#### LES TRAVAUX D'ADAPTATION DES LOGEMENTS **ET DES INFRASTRUCTURES FACE AUX CONSÉQUENCES DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE**

89%

51%

51% communes PPRN 56% non-PPRN

72% NFP 53% ENS 42% LR 40% RN 46% ABS

38%

38% PPRN 38% non-PPRN

24% NFP 37% ENS 44% I R 46% RN 40% ABS

10%









# A la recherche d'un nouvel équilibre



"Ce qui manque le plus pour bien vivre dans le pays..."







# Ancrage, stabilité, repères et simplicité pour vivre bien

91%

Savoir se **contenter des petits bonheurs** simples du quotidien 9%

Posséder des choses qui se voient, à la mode

**89%** 

Avoir des **amis très proches** sur qui compter

11%

Avoir beaucoup de monde dans mon cercle de connaissances

**81%** 

Etre en **CDI** 

19%

Avoir un contrat à durée déterminée ou des missions

87%

Faire simplement le **métier qui me plaît** 

13%

Faire une grande carrière, avoir une fonction avec des responsabilités

80%

Avoir une **vie calme, sereine,** en prenant son temps

20%

Vivre à mille l'heure, faire toujours plein de choses, relever des défis **68%** 

Gagner **moins d'argent** et avoir **plus de temps libre** 

**32%** 

Gagner plus d'argent et avoir moins de temps libre

**76**%

Dépenser juste le nécessaire, **épargner le plus possible** si j'ai les moyens de mettre de l'argent de côté 24%

Me faire plaisir avant tout, dépenser ce que j'ai sans trop penser au lendemain **78%** 

Vivre tranquillement en faisant des projets de moyen et long terme 22%

Vivre à fond en profitant de chaque seconde









### Occitanie







Le lieu où je vis est exposé aux catastrophes naturelles



**56%** (1) +8 pts



Il est difficile de trouver un emploi



44% (2) +10 pts



Les conséquences du dérèglement climatique dans ma région menacent certains secteurs d'activités et pourraient détruire des emplois



63% (2) +5 pts



Là où je vis, il y a de l'entraide entre les gens







### Des habitants vulnérables, la France et les collectivités impuissantes

#### Des Français en insécurité(s)...

Il y a 5 ans, le SARS-CoV-2 était détecté pour la première fois à Wuhan. C'était le début d'une crise sanitaire jusqu'alors inimaginable. Et le début d'une nouvelle ère : celle de la polycrise. Crise sanitaire, inflation, crise géopolitique, crise climatique, crise politique, crise budgétaire et bientôt économique, et sentiment d'insécurité galopante s'empilent désormais.

Derrière ces mots, égrenés à l'envi dans les tous les media et la parole des responsables politiques, experts et commentateurs de la vie publique, ce sont 68 millions de quotidiens perturbés, voire bouleversés, dont ceux de 6 millions de résidents d'Occitanie.

Jamais les habitants d'Occitanie n'avaient été confrontés à une telle accumulation de chocs et de transitions.

L'accumulation de ces chocs produit un effacement inédit des fractures socio-économiques et territoriales historiques comme clés de lecture, de diagnostic et de recherche de solutions dans notre pays : la peur de l'agression a dépassé les frontières des quartiers dits « sensibles », la crainte de ne pas pouvoir se soigner a contaminé les grands centres urbains, l'expérience du « renoncement » au supermarché a atteint le portefeuille des cadres, la crainte de voir sa maison endommagée par une catastrophe naturelle a gagné tout le pays et toutes les bourses.

Désormais, l'insécurité est collective, et se conjugue au pluriel :

- insécurité économique et sociale : 57% des employés et ouvriers craignent d'avoir du mal à boucler leurs fins de mois, 45% des professions intermédiaires et 39% des cadres.
- insécurité physique et climat de tension qui alimente la crainte de l'autre : 47% ont peur d'être victime d'une agression physique (52% en zone QPV, 44% en zone non-QPV) ; le spectre du danger est alimenté par une difficulté à "vivre ensemble" : 56% constatent que l'on vit chacun de notre côté, 40% les uns contre les autres. En Occitanie, une partie des habitants associent ce climat de tensions à une présence qui serait trop importante d'immigrés là où ils vivent (27%), à des communautés qui forment des groupes très fermés (23%) et au trafic de drogues dans leur quartier (25%, et même 46% à Toulouse).
- insécurité climatique : 51% redoutent des conditions de vie de plus en plus rudes à cause du changement climatique, qu'il s'agisse des plus modestes (50%) comme des foyers plus aisés (43%), qui ont pourtant davantage de moyens pour financer leur adaptation. 48% des habitants considèrent que leur lieu de vie est exposé aux catastrophes naturelles (+11, 2ème région) et notamment 65% dans le Gard et 64% dans les Pyrénées-Orientales, deux départements frappés par d'intenses sécheresses ces dernières années. 44% considèrent même que le changement climatique menace l'activité économique de leur région.
- insécurité sanitaire : 43% craignent de tomber malade à cause des pollutions (50% dans les grandes agglomérations, 43% dans le rural), 54% redoutent d'avoir des difficultés à se soigner par manque de soignants (44%) ou pour raisons financières (42%).





# Des habitants vulnérables, la France et les collectivités impuissantes

#### ... dans une France impuissante, colosse aux pieds d'argile

Toutes les générations ont appris et hérités de leurs aînés la fierté de **l'exception française** : un modèle social unique, une école de l'égalité des chances, l'ascenseur social, un art de vivre que le monde nous envie (gastronomie, architecture), des espaces naturels à couper le souffle, une économie traditionnelle mais puissante, une voix respectée dans le concert des nations.

En 2025, l'attachement à la France est et reste massif (82%). En Occitanie, il se double d'un attachement particulièrement fort à la région (70%). Mais que reste-t-il de la grande et puissante France qui protégeait ?

La France magnifiée par les Jeux Olympiques : un grand pays de culture (86%) et un des plus beaux pays du monde (83%).

Pour le reste, les habitants de la région ont le sentiment de voir s'éloigner des fiertés qu'ils regardent avec nostalgie. 68% dépeignent une France en déclin, une France qui n'a plus les moyens d'être celle qu'elle était, 76% décrivent une France injuste (+8 points / 2021) :

- Qui a **perdu sa puissance économique** (54%), dans laquelle il est difficile d'entreprendre (59%)
- Qui **ne tient pas sa promesse sociale** : un modèle social en panne (45%), un modèle de redistribution inefficace (53% ont l'impression de plus contribuer au système que d'en bénéficier), un système éducatif qui ne fonctionne plus (72%)
- Qui a perdu son influence sur la scène internationale (52%)

Symptôme de ce délitement, les élus sont jugés impuissants pour améliorer la vie des gens, et les figures d'autorité ont perdu leur aura :

- Ceux qui « décident » : moins de la moitié des Français estiment que le Président de la République a les <u>moyens</u> de faire changer la vie des gens (48%) ; et de même à l'échelon local pour le maire (45%).
- Ceux qui « régulent » : souvent opposés dans le débat public, le duo police / justice est pourtant réuni autour d'un enjeu commun, le respect de son autorité. Plus de 7 habitants sur 10 considèrent que l'autorité des policiers (78%) et des juges (72%) n'est pas toujours voire jamais respectée.

Le diagnostic est clair et rassemble : en dehors de la beauté de la carte postale et la fierté du souvenir, la France ne tient plus ni son rang ni sa promesse. Chacun fait l'expérience, quel que soit son âge, son portefeuille, son lieu de vie, sa position sociale, son vote, d'insécurités croissantes (économique, sociale, écologique, sécuritaire, sanitaire). Dans ce monde post Covid, l'enjeu de chaque foyer est de résister aux chocs, de trouver de nouveaux repères, de « s'acclimater », pour ne pas rester « Lost in transition ». Par contrainte ou par choix, à leur rythme, et avec des solutions à leur portée, par pragmatisme davantage que par idéologie, une majorité de nos concitoyens agit pour s'adapter à ces transitions. Mais là aussi ils se heurtent à des difficultés et des injustices qui les entravent et les freinent.







### S'adapter pour se protéger

#### Non, nous ne sommes pas des "gaulois réfractaires"

Les habitants de la région battent cependant en brèche l'idée qu'ils seraient imperméables au changement : 65% vivent bien le changement à partir du moment où ils ont pu le choisir, et 15% l'apprécient même, le vivent comme un stimulant de la vie.

Qu'on leur colle l'étiquette de « conservateurs de droite » (respectivement 52% et 17% des électeurs LR aux législatives 2024 affirment bien vivre le changement voire l'apprécier), de « progressistes de gauche » (72% et 13% des électeurs NFP), d' électeurs du camp qui a promu la « start up nation » (68% et 18% des électeurs Ensemble) ou de « protestataires » du RN (62% et 16% des électeurs RN), tous sont prêts à opérer des changements dans leur vie.

Pour la plupart, le changement n'est pas un débat idéologique, mais un choix pragmatique. Dans une époque de crises permanentes, s'adapter est un réflexe de survie, une nécessité.

#### Mais nous sommes inégaux dans la capacité à s'adapter

- Pour pouvoir s'adapter, le préalable est d'identifier ce sur quoi il est utile de s'adapter : 54% des plus diplômés savent diagnostiquer leur impact environnemental, contre 34% des moins diplômés.
- Ceux qui ont grandi avec les outils numériques et dans une société où la propriété n'est plus l'alpha et l'omega de la réussite sociale, se tournent plus facilement vers les plateformes qui développent une économie de l'usage : 54% des moins de 35 ans récupèrent des paniers anti-gaspi contre 37% des plus de 50 ans.
- Si le gain économique est parfois un co-bénéfice, voire le levier de certains changements de comportement de la vie quotidienne, l'aspect financier est un obstacle majeur de l'adaptation : 80% des plus modestes sont freinés par manque de moyens financiers (mobilité, rénovation, alimentation, etc.), contre 51% des plus aisés.
- Le territoire, lorsqu'il est éloigné des grandes infrastructures, notamment de transport, est également une barrière : 70% des habitants des centres urbains de la région peuvent privilégier le train à la voiture quand ils le souhaitent, contre 43% des ruraux.







# S'adapter pour se protéger

#### "Pouvoir de vivre": une adaptation contrainte pour "freiner la chute"

La crise inflationniste n'a pas effacé les inégalités de revenus. Les 20% des ménages les plus aisés ont toujours un niveau de vie plus de 4 fois supérieur aux 20% des ménages les plus modestes (Insee, juillet 2024). Pour autant, tous ou presque, avec une intensité et des « points de départ » différents, ont le sentiment de ne plus vivre comme avant. Que l'on soit cadre, enseignant ou ouvrier, la plupart des habitants de la région sont contraints de s'adapter, de faire de nouveaux arbitrages pour préserver « ce qui compte » :

- 83% attendent les bons plans et promos avant d'acheter (75% cadres, 88% professions intermédiaires, 84% ouvriers/employés)
- 79% réduisent les dépenses non essentielles pour conserver leur niveau de vie sur les achats essentiels (69%/79%/85%)

Si chacun expérimente son « propre » déclassement, les habitants les plus modestes, pour la plupart déjà contraints avant même la crise inflationniste de mettre en place des stratégies de « survie », subissent de plein fouet la hausse du coût de la vie. Pour les individus, couples et familles qui peinent à boucler leurs fins de mois, l'adaptation tourne au système D et aux sacrifices :

- restreindre les activités extra-scolaires ou les cours de soutien de leurs enfants (40%)
- demander une aide financière à leurs proches (52%)
- avoir recours aux aides alimentaires (32%)

#### "Protection climatique" : chronique d'une adaptation empêchée

S'adapter aux conséquences du dérèglement climatique et se protéger des pollutions n'est pas un engagement politique, pas un geste militant pour la planète, pas une idéologie, c'est une réaction réflexe de protection face à une expérience dramatique ou une crainte rationnelle du danger pesant sur sa santé ou sa maison.

- Pour 29% des habitants de la région, tenir compte de l'impact de son mode de vie et de sa consommation sur les ressources naturelles, les pollutions et les émissions de gaz à effet de serre est déjà comme une évidence, totalement intégré à leur façon de vivre.
- Pour 53%, c'est parfois une contrainte, parfois des difficultés mais c'est le chemin qu'ils essaient d'emprunter au quotidien.
- Pour 8%, c'est une "galère", ils n'y arrivent pas
- 10% ne se sentent pas concernés, ce n'est pas leur problème, ils ne se posent pas la question.







### S'adapter pour se protéger

Mais cette adaptation est souvent empêchée, entravée par manque d'informations, de solutions et de moyens financiers :

- L'adaptation climatique est une **adaptation à l'aveugle**, sur les choix à faire et les résultats de l'action : 57% ne savent pas diagnostiquer leur impact : ni combien, ni quels aspects de leur mode de vie émettent le plus de CO2
- C'est également une **adaptation sans mode d'emploi** : 62% se sentent démunis, ne comprenant pas « ce qu'il faut faire » (informations contradictoires, complexes, pas très claires) ; 69% se retrouvent dans des situations où leur démarche de changement se heurte à l'absence de solution (offre de transport par exemple)
- C'est enfin une **adaptation sans moyens financiers** : alors que plus de 3 habitants sur 4 (78%) considèrent qu'avoir la capacité de s'adapter est un des ingrédients du « bien vivre » toutes classes d'âge, classes sociales et préférence politiques confondues, 68% se disent freinés par manque de moyens financiers pour adapter leur mobilité, rénover leur logement, etc.

Le procès en impuissance des élus est sévère. Les collectivités locales sont pointées du doigt, pour leur insuffisance dans l'accompagnement de ces adaptations.

- Moins de 25% des habitants jugent que leurs élus locaux prennent les bonnes décisions pour les protéger, ainsi que les infrastructures locales, contre les conséquences du dérèglement climatique et des pollutions (22% sur les services publics de l'eau et de l'énergie pour en réduire l'impact environnemental, 23% sur l'adaptation des zones constructibles par rapport au risque de catastrophe naturelle, 22% sur l'adaptation de leur ville aux canicules)
- 28% à 36% ont le sentiment qu'ils ne font rien du tout pour agir
- 14% à 19% qu'ils agissent mais en prenant les mauvaises décisions
- 29% ignorent si une politique d'adaptation est menée sur ces domaines

Entre le besoin d'adapter son mode de vie pour se protéger et les multiples obstacles sociaux et territoriaux rencontrés, le citoyen se retrouve parfois « coincé », « assigné ». La frustration qu'il en résulte est le terreau d'une nouvelle colère.

- 44% de ceux qui se sentent freinés dans leur volonté d'adapter leurs habitudes de vie le décrivent comme une **injustice** d'être empêché à cause de ses moyens financiers ou de l'endroit où l'on vit (2ème région où ce sentiment est le plus fort, +4 pts)
- Pour 25%, l'injonction à changer sa façon de vivre sans en donner les moyens provoque de la colère
- Pour 13%, cela amène au découragement

Qu'elle soit simple ou semée d'embûches, l'adaptation reste un choix gagnant : une majorité considère que le jeu en vaut la chandelle (46% « plus à y gagner qu'à y perdre » / 31% « autant à y gagner qu'à y perdre » / 23% « plus à y perdre qu'à y gagner »).







### Typologie: 5 profils d'adaptation à un monde en polycrise

Pour se protéger des crises, chacun prend le chemin qu'il estime être le bon pour s'adapter.

Avec ses moyens, ses croyances, chacun essaye et trouve (ou pas) la manière qui lui convient, ou plutôt la seule qui est envisageable parfois.

Des 800 récits d'adaptation en OCCITANIE, il en ressort 5 grands schémas :

- Les "empêchés" (21%, +1 par rapport à la moyenne nationale)
- Les "combatifs" (15%, -3)
- Les "précurseurs" (25%, +5)
- Les "déboussolés" (21%, =)
- Les "désinvoltes" (18%, -3)

Voir en slides 18 à 22 la composition et les spécificités de chacun des groupes.

Changer sa manière de consommer pour éviter le déclassement, se préparer pour éviter ou réduire les conséquences de la catastrophe qui détruit, revoir ses habitudes ancrées depuis toujours pour préserver ce qui peut l'être pour l'avenir de ses enfants, trouver des alternatives pour protéger sa santé et celle de ses proches des pollutions, etc. En 2025, on ne change plus par quête de progrès, on change pour se protéger et préserver ce que l'on a ».

Certains sont convaincus que nous avons plus à y gagner qu'à y perdre et tentent coûte que coûte de s'adapter, certains essayent de suivre mais sont freinés et en arrivent même à douter du bénéfice réel de ces « efforts », certains sont tellement sous pression économique que les marges de manœuvres sont quasiment réduites à néant et font naître un profond sentiment d'injustice et de colère, certains sont perdus et ne savent pas par où commencer, d'autres ne ressentent pas le besoin de changer leur mode de vie. Si les vulnérabilités et les angoisses nous touchent tous, tout le monde n'adopte pas les mêmes réactions et stratégies pour se protéger, et faire face aux transitions en cours.

Pour autant, une chose rassemble : dans ce monde de crises permanentes, nous avons la même aspiration à la tranquillité.





### Un horizon en grand et à bas bruit : le besoin de tranquillité

#### Pour nous protéger, protéger notre modèle de solidarité

Pour se protéger des insécurités économiques, physiques, sanitaires et climatiques, les Français font massivement le choix de la solidarité. Moins de 10% lui préfèrent la responsabilité individuelle.

Pour autant, les doutes sont nombreux sur la capacité financière de la France à le sauvegarder, notamment à l'heure où la dette publique n'a jamais été aussi élevée.

- Pour les retraites : 61% sont convaincus qu'il est possible de trouver des solutions pour le maintenir, 30% ont envie de le conserver mais jugent que la France n'en a plus les moyens
- Pour la santé : 68% pensent pouvoir le conserver, 25% ne voient pas les solutions pour y parvenir
- Pour les catastrophes naturelles : 55% pensent pouvoir le conserver, 37% ne voient pas les solutions pour y parvenir

#### La recherche de nouveaux équilibres, d'une nouvelle stabilité pour trouver de la sécurité

Non, les habitants de la région ne sont pas devenus paresseux ; non, le travail n'est pas devenu secondaire dans leur vie, et notamment dans celle des jeunes. Le travail tient toujours une place importante, mais sa centralité est concurrencée par la recherche d'un nouvel équilibre. On assiste à un rééquilibrage des essentiels pour se sentir bien dans sa vie :

- 89% ont besoin que leur vie familiale prenne une place importante pour se sentir bien dans leur vie
- 79% que la vie sociale (amis, connaissances) ait une place importante
- 77% que le travail tienne une place importante (83% chez les moins de 35 ans actifs, 76% chez le plus de 35 ans actifs)

Dans une société où le risque n'est plus de l'ordre du « possible » mais du « quasi-certain », la tranquillité est devenue l'apanage de quelques-uns, un luxe synonyme de progrès. Le besoin de sécurisation (économique, sociale, physique, sanitaire, écologique) est crucial et collectif; la stabilité est essentielle pour tous. Non pas pour « réussir sa vie », mais simplement pour « être bien dans sa vie », pouvoir écrire son présent et le futur de ses enfants..

- 81% préfèrent la **stabilité du CDI** (plutôt qu'être en CDD ou en mission), notamment 73% chez les moins de 35 ans
- 89% préfèrent la fiabilité de quelques amis très proches sur qui compter (plutôt qu'être entouré de beaucoup de monde)
- 80% préfèrent la sérénité d'une vie calme (plutôt que vie à mille à l'heure, faire toujours pleins de choses)

Alors que l'âpreté des crises enferme dans la gestion de l'immédiat, le besoin de voir plus loin que demain, d'anticiper est manifeste :

- 76% souhaitent **dépenser juste le nécessaire et épargner le plus possible** s'ils ont les moyens de mettre de l'argent de côté, plutôt que de se faire plaisir avant tout et dépenser sans trop penser au lendemain
- 78% ambitionnent de vivre tranquillement en faisant des projets de long terme, plutôt que vivre à fond à chaque instant



